



Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

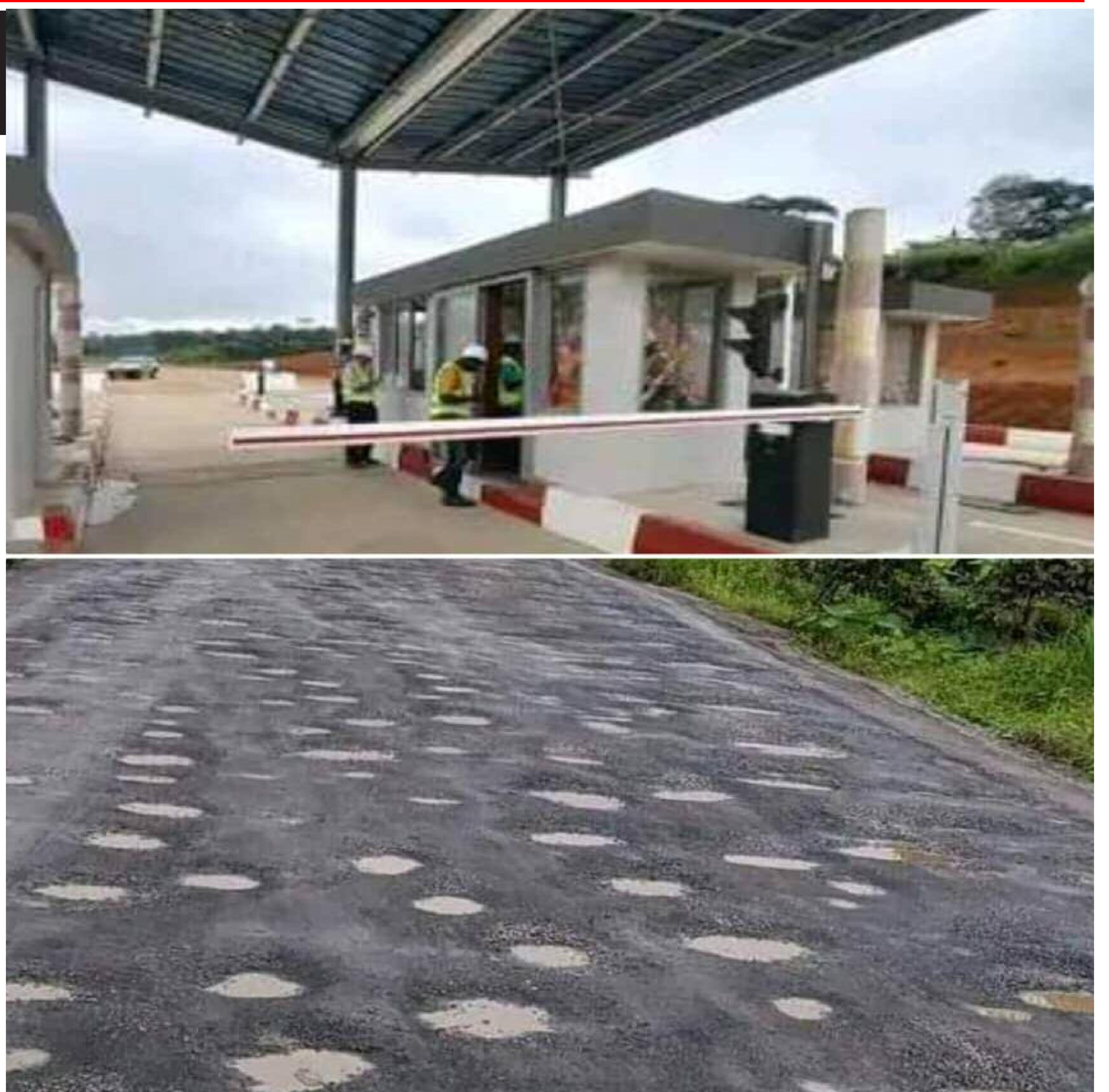


La Voix **du Consommateur**

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

PÉAGES AUTOMATIQUES

La charrette avant les bœufs



Au Cameroun, plus de 65% du réseau routier est en mauvais état. Sur les 121 501 km de routes recensés au 30 septembre 2020, « seulement 35% du réseau national et régional est en bon état » déclare Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre des Travaux publics (Mintp). Paradoxalement, le gouvernement a priorisé la construction de 14 péages routiers automatiques, confiée à Tollcam de Razel Bec-Egis Projets, pour un coût avoisinant 42 milliards et une durée d'exploitation de 18 ans.

Pages 3&4

DROIT D'AUTEUR

Camtel redevable envers les artistes

Les musiciens locaux dénoncent l'exploitation de leurs œuvres sans contrepartie.

Page 9

CONSOMMATION

Protestation contre la qualité du pain



Gcnp-Cam s'insurge contre les boulangers véreux.

Page 5

VILLE DE DOUALA

Page 7

5,6 milliards pour le traitement des boues de vidange



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

CREDITS SCB

**Finies les équations,
l'expert est la solution**

**SCB SUKUL
SCB SÉRÉNITÉ
SCB IMMO**



Péages automatiques

La charrue avant les bœufs

Au Cameroun, plus de 65% du réseau routier est en mauvais état. Sur les 121 501 km de routes recensés au 30 septembre 2020, « seulement 35% du réseau national et régional est en bon état » déclare Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre des Travaux publics (Mintp). Paradoxalement, le gouvernement a priorisé la construction de 14 péages routiers automatiques, confiée à Tollcam de Razel Bec-Egis Projets, pour un coût avoisinant 42 milliards et une durée d'exploitation de 18 ans.

PEAGES AUTOMATIQUES ET ENTRETIEN ROUTIER : LE DÉPUTÉ JEAN MICHEL NINT-CHEU FUSILLE LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS EMMANUEL NGANOU DJOUMESSI

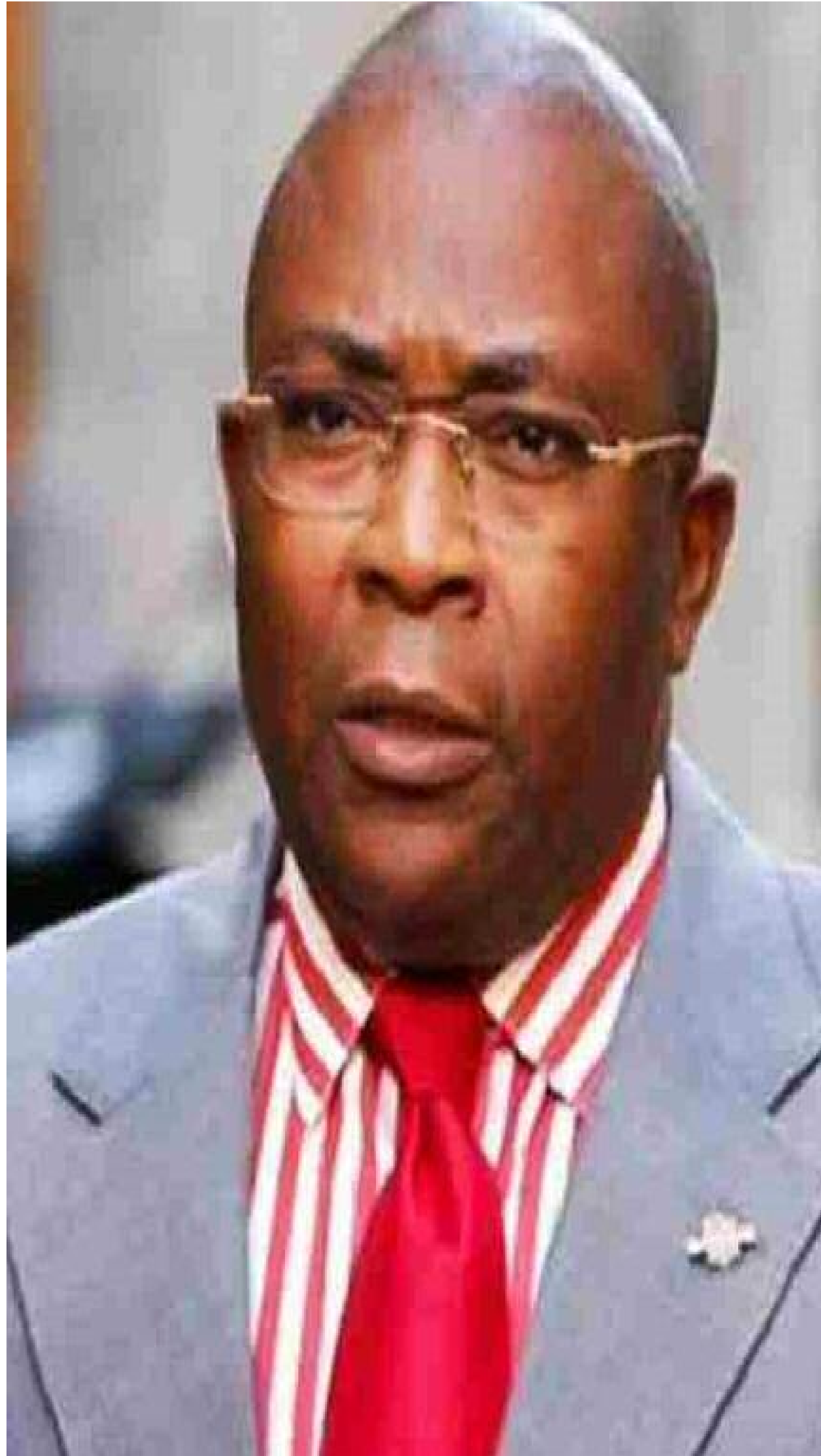
(Questions orales déposées à l'Assemblée nationale le 30 octobre 2023)

M. le Ministre,

"Là où la route passe, le développement suit". C'est une maxime universellement connue. Nul ne saurait dire le contraire.

Depuis votre arrivée à la tête du département ministériel en charge des travaux publics, vous brillez par une totale inaptitude dans la gestion des routes de la cité Cameroun. Plus encore vous faites preuve d'une mauvaise planification en mettant la charrue avant les bœufs, Bref on a le sentiment que c'est le chaos dans ce département ministériel, sauf à être frappé de myopie ou de presbytie.

En novembre 2022, lors de la présentation du programme économique, financier, social et culturel pour le compte de l'exercice 2023, le Premier ministre a indiqué que pour le compte de l'exercice 2021, 810 km linéaire de routes ont été entretenues dont 378 km linéaire de routes bitumées et 432 km linéaire de routes en terre. Et que sur les 121.884 km linéaire de routes, seulement 0,6% ont été entretenus en 2022. Vos services n'ont eu de cesse de dire que l'entretien routier est parmi les parents pauvres des dotations budgétaires. En 2022, vous avez estimé à environ 800 milliards de FCFA les besoins financiers pour assurer un entretien routier optimal. Vous avez néanmoins



trouvé 41 milliards de FCFA pour la construction de 14 péages automatiques. Où avez-vous trouvé ces fonds ? Vous avez donc décidé de passer des postes de péage manuel aux postes de péage automatique, dites-vous, pour parer à la fraude très élevée et à la gestion contestable des péages manuels. Vous avez fait part dans cet Hémicycle d'une perte de 50% des recettes prévisionnelles attendues par an. Ces postes de péage automatique sont justement entrain de voir le jour du fait, dit-on, que les fonds ont été rapidement mobilisés pour leur réalisation. Au total, 41 milliards de FCFA pour les 14 postes de péages automatiques. Au Congo Brazzaville, sur la Nationale N°1, le poste de péage et de pesage de Makana 1 sur le tronçon Brazzaville -Kinkala a été construit en huit (08) mois par l'entreprise Ingénierie service et développement pour un coût total de 951.282.041 FCFA, financé par le budget d'investissement public de l'État. Au Cameroun, un poste de péage automatique coûte trois fois plus cher. En plus, si c'est la qualité des infrastructures que nous observons actuellement sur ces zones où ils se trouvent, c'est fort de café. Les retro-commissions stratosphériques sont manifestement passés par là et on fait le reste.

M. le ministre,

Au cours de vos multiples sorties médiatiques, vous avez révélé que les travaux de construction de ces péages automatiques sont réparties en deux phases à savoir :

- Phase 1: Mbankomo, Nsimalen, Nkometou, Edea, Tiko, Mbanga.
- Phase 2: Bayangam, Bafia, Manjo, Foumbot, Dschang, Bandja, Matazem.

Selon le document du programme de sécurisation des recettes routières, le Cameroun compte 58 postes de péage et c'est celui d'Edea qui apporte le plus des recettes (623 millions de FCFA) engrangées en fin 2022 suivi du péage de Nkometou (569 millions de FCFA) puis celui de Mbankolo (426 millions de FCFA). Avec ce projet de péage automatique, vous espérez mieux sécuriser les recettes..

Le moins que l'on puisse dire est que ce projet a été très mal pensé. Vous avez, comme je l'ai dit à l'entame de mes propos, mis la charrue avant les bœufs. Trop de bouchons à l'entrée comme à la sortie des péages existants. Un vrai calvaire pour les usagers. À Mbanga le péage automatique est construit avant la route. Cet axe routier, en plus de ne pas être revêtu de bitume, est rempli de crevasses, de

nids de poules et même de cratères à ciel ouvert. Une piste poussiéreuse surannée.

Vous parcourez pourtant le monde. Comment peut-on construire un poste de péage automatique sur une Nationale en l'occurrence la Nationale N°5 (Bekoko -Pont du Nkam -Bafang- Bandjoun) sans avoir au préalable élargi ni bitumé la route de part et d'autre de l'infrastructure sur une centaine de kilomètres ? À quoi ont servi les recettes enregistrées sur ce poste de péage classique depuis plusieurs décennies ? La mission essentielle des péages ne réside-t-elle pas dans l'entretien et la maintenance des infrastructures routières ? Faites un tour au niveau du péage de Banja ...À quelques kilomètres de là ,notamment au niveau de l'arrondissement de Kekem, la Nationale N°5 reliant Douala à Bafoussam (deux chefs-lieux de régions) sera bientôt coupée en deux. Comme si cela ne suffisait pas, du pont du Nkam (qui sépare la région du littoral de celle de l'ouest venant de Douala) à Bandjoun en passant par Bafang, Batié et Baham, c'est la catastrophe totale. Des lacs de cratères à n'en point finir. C'est tout de même curieux et surtout ahurissant de constater que la seule chose qui vous a toujours intéressé au plus haut point, c'est la collecte de l'ar-

gent de péage. Rien de plus.

Que dire de la Nationale N°3 (Yaoundé- Douala - Limbe - Idinau)? Et la Nationale N°1 (Maroua- Mokolo- Rhumsiki-Guider) dont la chaussée est totalement crevassée ? Je ne parlerai pas des 15 autres routes Nationales. qui sont toutes devenues également le lit quotidien des accidents graves ou mortels. Selon la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique, 16.583 accidents et 1500 décès ont été enregistrés en 2018 sur les routes au Cameroun. Je vous fais grâce des chiffres enregistrés durant ces cinq dernières années. C'est plus la route qui tue dans notre pays. Vous avez vous-même dit dans cet Hémicycle que sur 121.581 km linéaire de routes recensées au 30 septembre 2020, seuls 37% du réseau national et régional était en bon état. On était alors en 2020. La situation s'est considérablement dégradée entre-temps.

M. le Ministre,

Pour relier la capitale politique (Yaoundé) à la capitale économique (Douala), le gouvernement a entrepris de construire l'autoroute Douala - Yaoundé ou plutôt... Yaoundé - Douala. Annoncée en grande pompe, cette autoroute, longue de 198 km, avec pour objectif de relier la capitale politique à la capitale économique en passant par Edea a été initiée en 2013. À date, 10 ans après, 60 km linéaire soit moins d'un tiers du tronçon est disponible à savoir l'axe reliant Yaoundé à Bibodi (62 km) qui a été ouvert à la circulation le 31 décembre 2021 après sept (07) ans de travaux. La phase 2 Bibodi -Douala long de 136 km n'est toujours pas accessible. Même la tortue aurait mieux fait en terme de vitesse.Elle est au point mort.

Un rapport de la Banque mondiale fait état de ce que le coût des travaux routiers est 2 à 6 fois plus élevé au Cameroun que dans les pays africains pratiquement de même taille et disposant du même environnement.: Cameroun (11 millions de dollars soit 7 milliards 150 milliards de FCFA), Côte d'Ivoire (3,5 millions de dollars soit 2 milliards 275 millions de FCFA), Maroc (3 millions de dollars soit 1 milliard neuf cent cinquante millions de FCFA) ou le Sénégal. Qu'est-ce qui peut justifier cet écart abyssal ? Lors de l'une de vos sorties, vous essayez (sans conviction d'ailleurs) de justifier ces coûts faramineux par la nature des travaux effectués à cause du relief ! Donnez nous le nombre de viaducs et autres tunnels prévus sur le tracé de cette autoroute !

Que dire des autres routes régionales ou départementales ? Pas un seul département où on peut se

satisfaire de l'état des routes :

- La route Edea -Kribi sur la Nationale N°7 qui porte un trafic important qui dessert le Port en eau profonde de Kribi. Que de lacs de cratère. Le chantier n'a même pas encore été installé, les nids de poule pas encore bouchés pourtant la Banque africaine de développement accompagne l'État dans la réalisation de cette route

- La route Douala-Bonepoupa où vous avez signalé la défaillance de l'entreprise ENCOBAT en charge des travaux. Des équipes du ministère des travaux publics seront mobilisées appuyées par l'entreprise MAG qui intervient pourtant laborieusement sur la phase 2 de la pénétrante Est de la ville de Douala.

- Les travaux de la pénétrante Est de Douala où on vous a vu humilier en mondovision un responsable d'entreprise en mettant fin au contrat d'appel d'offres en lui demandant, je cite: " tu as déjà réalisé un tel exploit comme la pénétrante Est de Douala où avant de venir au Cameroun ?".

Savez-vous que celui que vous avez cru humilier est le directeur Cameroun de l'entreprise chinoise qui a construit le Pont de Nanpu à Shanghai en Chine. Savez-vous que la même entreprise chinoise a construit le nouveau Port de Shanghai devenu en trois(03) ans le premier port du monde en volume de marchandises et en valeurs ? Il y a quelle route au Cameroun qu'on n'a pas encore vu ou construit en Chine ?

- La section urbaine de la de certains campus de l'université de Douala n'est pas encore entretenue

- Le pont sur le fleuve Nyong à Malombo et ses accès dans l'arrondissement de Makak, département du Nyong et Kelle

- La route Mora-Dabanga-Kousseri : vous avez juste traité un borbier au point kilométrique (PK 30) de cette section.

- La route Awae-Esse-Soa qui conduit au campus universitaire de SOA. Vous avez comme d'habitude fait des recommandations depuis des années aux entreprises en charge des deux sections de ce tronçons savoir Awae-Esse et Esse-Soa (l'entreprise BOFAS). On n'observe rien sur ces tronçons en dehors de fortes dégradations et des borbiers de bout en bout de cette route.

- La route Babadjou -Bamenda : la section Babadjou-Matazem (17 km) et la route connexe Toumaka-Bafengo-Bamekoupara (8,8 km) qui devait permettre de faciliter le déplacement des populations riveraines et booster leurs activités agricoles et économiques ne sont toujours pas entièrement réalisées. Où en êtes-vous avec d'autres routes connexes sur la section Babadjou-Matazem ?

- La route Ekong-Bengbis où on a observé la grève des transporteurs sur la section Ekong-Biyaga

- La route Bafang -Nkondjock qui relie le département du Nkam dans la région du littoral à celui du Haut Nkam dans la région de l'ouest est indescriptible et innommable.

- La route Bogo -Pouss en passant par Guirvidig dans la région de l'extrême-nord.

- La route Kumba-Ekondo Titi. Serpent de mer

- L'axe Ebolowa -Akom 2 -Kribi où vous avez vous-même avoué en mondovision que des élites de la région du Sud vous ont demandé de doubler le prix du kilomètre linéaire de route.

- La route Santchou -Dschang sur laquelle on peut disputer plusieurs matchs à la fois du championnat national de Songo en vue de l'émergence définitive de ce jeu en 2035

La liste est loin d'être exhaustive. Ne venez surtout pas bassiner les oreilles avec les arguties du genre " coût élevé des indemnisations versées aux populations déplacées" ou encore " coût élevé des aménagements sociaux". Les dépassements budgétaires observés à chaque fois sont énormes. Ne venez pas également proclamer que c'est à cause " des changements climatiques", comme vous avez prétendu dans l'une de vos sorties médiatiques. En Sibérie, pays neigeux toute l'année, ne construit-on pas des routes? Ne jetez également l'opprobre sur les entreprises de travaux publics que vous dites " trop peu impliquées dans les chantiers". Pour reprendre vos mots, et je vous cite : " 44% du linéaire du réseau national est couvert par des contrats actifs pour des travaux qui ne s'exécutent pas. Plusieurs entreprises ont abandonné des chantiers, des travaux ou des études. D'autres ne sont même pas mobilisés". Quelle pirouette indigeste ! Point n'est besoin de faire une dérobade inacceptable en indexant ailleurs, plutôt qu'au ministère des travaux publics, des boucs-émissaires de ce fiasco qui n'a que trop duré. Qui doit faire l'évaluation en permanence des différents chantiers engagés par les prestataires avant de payer les décomptes ? Qui doit les y contraindre ? Qui a passé les différents marchés à ces entreprises ?

M. le Ministre,

Rallier un point de ville à un autre, c'est la croix et la bannière. Se déplacer d'une ville à une autre ou d'un département à un autre est un véritable cauchemar. Que dire de ceux de nos compatriotes qui sont

dans des bassins de production éloignés des routes nationales ? Ils n'ont presque plus de vie.

Parlant de vie, j'ai une pensée pieuse et profonde pour dame MOUME Mireille Flore épouse HEALA, enseignante du lycée de PK21 à Douala décédée au niveau de PK18 alors qu'elle rentrait du boulot. Elle a été écrasée par un conteneur que transportait un camion semi-remorque sur cette piste médiévale, cabosseuse et caverneuse. Son seul tort est d'avoir avait emprunté la moto de son collègue M. FANDJE Divine NFOR surveillant général dans le même lycée, qui s'en est tiré vivant, mais avec les deux pieds broyés. Ce dernier se trouve actuellement en soins intensifs à l'hôpital général de Douala. Vous aurez la mort de cette dame et le supplice de ce surveillant général sur votre a conscience. Dois-je également vous rappeler que cette piste offre à longueur de journée le spectacle désolant, détestable et hideux des enseignants et des futurs décideurs de notre pays que sont les élèves et étudiants qui s'y rendent et en ressortent sur des camions benne comme des troupeaux d'animaux? Même les motos taxis refusent de s'y rendre. La route PK14-Bonepoupa est une honte pour le Cameroun en plein 21 ème siècle !

Pour terminer, M le Ministre, tous ces dysfonctionnements observés sur les différents chantiers routiers sont imputables uniquement au département ministériel dont vous avez la charge. Sous votre magistère depuis 2015, le ministère des travaux publics est manifestement devenu un cratère béant de corruption (le dernier rapport de la Conac vous place dans le Top 5 des institutions les plus corrompues au Cameroun), de détournement de deniers publics à très grande échelle. L'inertie a fait son lit dans votre ministère. La preuve est qu'au cours d'une réunion de cabinet tenue le 18 septembre 2023, réunion que vous avez présidée à l'effet d'évaluer le niveau d'engagement du Programme d'entretien rxoutier, il vous a été donné de constater un taux d'engagement (à ne pas confondre avec le taux de réalisation) de 52,12% au 13 septembre 2023 et des marchés d'entretien routiers qui couvrent seulement 24,5 milliards de francs CFA. C'est scandaleux.

Il faut stopper la saignée. Vous avez totalement affaibli ce ministère stratégique pour notre économie et le moins que l'on puisse dire c'est que vous êtes le piètre ministre des travaux publics que le Cameroun ait connu depuis son indépendance..

Je vous remercie.

Hon. Jean Michel Nintcheu
Député

Protestation du Gcpn-Cam contre la qualité du pain vendu aux populations



Dans une lettre ouverte adressée à Monsieur le Ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, l'association des princes et notables des chefferies du Cameroun déclenche une fronde contre les boulangers véreux, initiateurs des manipulations désavantageuses pour les consommateurs dans le processus de fabrication du pain au Cameroun.

Par Arlette Akoumou Nga

L'illustre association entend ainsi batailler pour faire instaurer l'utilisation de la balance à pain (pèse pain) dans les boulangeries et l'abolition de l'incorporation des produits chimiques dangereux pour le corps humain dans la fabrication du pain.

Lire en intégralité la lettre ouverte ci-après:

Ebolowa, le 13 Novembre 2023
Association des Princes et
Notables des Chefferies du
Cameroun(Gcpn-Cam)

À
Monsieur Luc Magloire Mbarga
Atangana
Ministre du Commerce
Immeuble Rose, Avenue
Marchand,

Tél :222 23 36 06
Yaoundé

Lettre ouverte

Objet : PROTESTATION CONTRE LA QUALITÉ DE PAIN VENDU AUX POPULATIONS

Monsieur le Ministre,

L'Association des Princes et Notables des Chefferies du Cameroun vous présente ses compliments citoyens, et se fait un devoir de vous porter les voix étouffées des victimes de certains boulangers véreux pour dénoncer la qualité du pain vendu aux populations.

À cet effet, l'association ayant reçu plusieurs dénonciations venant des consommateurs du pain, vous prie d'initier d'urgence une mission

d'inspection nationale dans les boulangeries, afin de :

-1) vérifier le grammage et l'application du prix officiel du pain.

-2) identifier les produits chimiques utilisés dans la fabrication du pain.

-3) faire des prélèvements desdits produits chimiques pour une analyse au centre pasteur à l'effet de déterminer le degré de toxicité dans l'organisme humain.

-4) vérifier l'hygiène des lieux de fabrication du pain et des boulangers pâtisseries eux-mêmes.

-5) obliger toutes les boulangeries à faire usage des balances pour peser le pain devant le client.

-6) procéder au recensement des boulangeries et pâtisseries légales et illégales situées à proximité des rues et dans les bas fonds des quartiers à l'effet d'assainir ce secteur d'activité.

Notre protestation contre certains boulangers véreux vise à contribuer à la préservation de la santé des populations et à éviter toute duperie commerciale en inscrivant notre action dans la continuité des mesures salvatrices prises par les institutions gouvernementales en faveur du peuple.

Dans l'attente de votre prompt action, l'association des princes et notables des chefferies du Cameroun vous prie de croire Monsieur le Ministre à l'assurance de sa haute considération citoyenne./.

Le Prince Jean-Pierre Ekoman
Mbo'oz
Président Exécutif du
GcpnCam

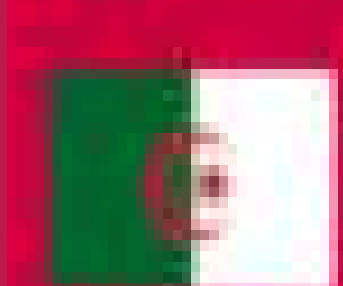
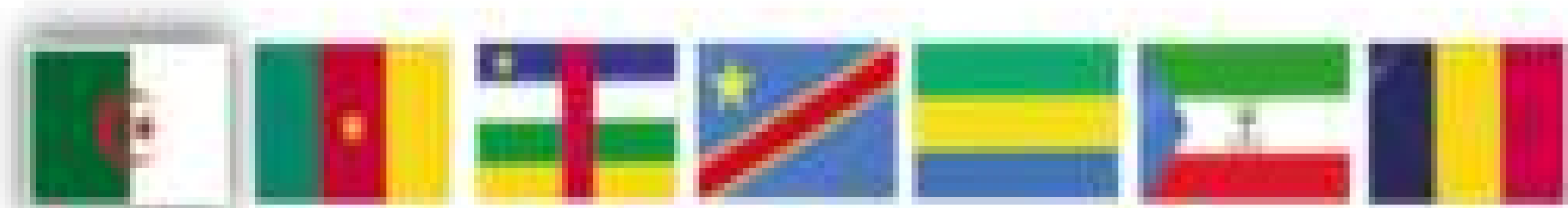
Des boulangeries mises sous scellées à Yaoundé

Suite aux instructions strictes émises par le Ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, des équipes de la Délégation Régionale du Commerce du Centre, dirigées par le Délégué régional Alain Romuald Ombede Nama, ont procédé à la mise sous scellées de certaines boulangeries de Yaoundé. Il s'agit des boulangeries "Select Etoa Meki" et "Select Cathédrale". Ces dernières ont été sanctionnées pour non-respect du prix concerté et du poids réglementaire du pain batard de 200 grammes. Il convient de rappeler que le prix du pain a récemment été révisé à la baisse, passant de 150 F à 135 F, à la suite d'une concertation fructueuse entre le Ministre du Commerce et le Syndicat Patronal des Boulangers du Cameroun. Cette décision vise à offrir aux consommateurs une réduction de 15F sur la baguette de pain de 200 grammes.

Cette action énergique ne constitue qu'une première étape dans les efforts déployés par les le Mincommerce pour rétablir l'ordre dans ce sec



FORUM D'AFFAIRES ALGERIE


Invités ▶
**Cameroun - Centrafrique - Congo - Gabon
- Guinée équatoriale - Tchad.**
Du 19 Novembre 2023 au 26 Novembre 2023.


Info line Algerie

Siège: ORAN - RESIDENCE EL RYAD HAI ES SABAH-BP 198-
Tél. 0798 82 81 47 - 0661 20 11 05 / **fax:** 044 68 78 99
E-mail: anaic.58w@gmail.com



Le programme provisionnel de visite de la délégation en Algérie sera comme suite :

- **Le 19-11-2023 :** Accueil de la délégation à Alger.
- **Le 20-11-2023 :** Rencontre des hommes d'affaires Algéro - Afrique Centrale suivi d'un Be to Be entre eux.
- **Le 21-11-2023 :** Visite de quelques usine industrielles à Alger
Départ sur Oran en bus.
- **Le 22-11-2023 :** Visite touristique de la ville d'Oran.
- **Le 23-11-2023 :** Rencontre des Membres de l'OMEI Algeriens avec leurs homologues de l'Afrique Centrale dans un cadre d'échanges scientifiques & technique. Pour renforcer les liens de fraternités et donner un élan de coopération international dans plusieurs domaines sensibles que traverse l'Afrique pour occuper sa vraie place dans la mondialisation
l'OMEI se fera le plaisir d'accompagner cette opportunité entre les membres Africains et autres dans le monde.
- **Le 24-11-2023 :** Retour à Alger.
- **Le 25-11-2023 :** Journée touristique à Alger.
- **Le 26-11-2023 :** Retour de la délégation



Info line Cameroun

Partenaires


+237 233 47 46 42
+237 699 26 12 46
+237 652 03 75 59

B.P 3645 Douala - kamgang.gilbert@yahoo.fr
Sis entre Carrefour Maison Blanche et L'hôtel Saint James

Doudou Afritude

Participation des Doudous Afritude au Festival "Bochum Total" en Allemagne (Juillet 2023).

La qualité appréciée au-delà de nos frontières !

NB: vos Doudous Afritude sont désormais disponibles au supermarché Super U Bali-Douala

Infoline : 6 96 76 26 45



ASSAINISSEMENT DURABLE DE LA VILLE DE DOUALA

5,6 milliards de FCFA pour la toute première station de traitement des boues de vidange située à PK 27

Madame le ministre de l'habitat et du développement urbain, Célestine Ketcha Courtès, a conduit le 8 Novembre 2023 à Douala 5, une mission d'évaluation des travaux de construction de la toute première station de traitement des boues de vidange de la région du Littoral.

Dans sa composante amélioration de l'environnement urbain et renforcement de la résilience aux inondations dans l'arrondissement de Douala 5, le programme de développement des villes inclusives et résilientes (Pdvir), a initié, sous l'impulsion du ministère de l'habitat et du développement urbain, avec le financement de la Banque mondiale, des travaux de construction de la deuxième station de traitement des boues de vidange de Cameroun. À la suite de celle de la ville de Bangangté, construite il y a quelques années seulement par Célestine Ketcha Courtès, alors Maire de cette commune à l'époque.

Il faut dire que l'importance d'une Station de traitement des boues de vidange dans une ville comme Douala, n'est plus à démontrer. Car, il s'agit d'un ouvrage majeur dans l'assainissement des déchets liquide de la ville de Douala. Celle-ci permettra de traiter les boues de vidange (les matières fécales) issues des ménages, afin que ceux-ci ne soit plus déversés dans la nature, ou encore dans des cours d'eau, avec tous les risques de maladies sur les populations ; et de pollution



sur l'environnement, y compris sur les nappes souterraines.

Construite sur une superficie de 10 hectares de terrain, cette station est située dans le village Ngombè, par PK 27, dans l'arrondissement de Douala 5.

Réalisée par l'entreprise chinoise China First Highway Engineering Co (FHEC) ; avec une mission de contrôle assurée par le Groupement CIRA

SAS/Eccam Consulting ; pour une durée contractuelle de 10 mois, à partir de l'ordre de service de démarrage du 15 mars 2023, même si les travaux proprement dit ont débuté en mai 2023, le taux d'avancement du chantier de construction de cette station à la fois innovante et révolutionnaire, est de 15,45% au 8 novembre 2023 ; pour une consommation des délais de

73,53%.

Selon entreprise chinoise FHEC, ce retard est grandement dû au mauvais état de la route Douala – Bonépoupa. La très longue saison de pluie enregistrée dans la ville de Douala en est également l'une des causes de ce ralentissement des travaux. Le coût global de cette infrastructure est de 5 614 427 342 FCFA hors TVA.

Samuel Bondjock

GUILLAUME SORO S'INSTALLE AU NIGER

Un Retour Stratégique et une menace contre Ouatara



Communiqué de presse

Date : 13 novembre 2023

Pour diffusion immédiate

Génération et Peuples Solidaires

Arrivée de M. SORO Kigbafori Guillaume à Niamey

Après 5 ans d'exil hors du continent africain, M. SORO Kigbafori Guillaume, ancien Premier ministre, ancien président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, séjourne à Niamey où il est arrivé le samedi 11 novembre 2023, à 14h18 (heure locale) à bord du vol ET 937 d'Ethiopian Airlines.

Il sera reçu en audience ce jour par le général Abdourahmane Tchiani, président de la Transition et Chef de l'État du Niger. Cette rencontre revêt une importance particulière pour M. SORO, qui demeure engagé dans sa volonté d'apporter sa contribution à l'édification de la paix et de la concorde entre les peuples frères d'Afrique.

Moussa TOURE

Responsable de la Communication

Niamey, 13 novembre 2023 - Après cinq années d'exil hors du continent africain, M. SORO Kigbafori Guillaume, ancien Premier ministre et président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, a fait son retour et a choisi le Niger comme lieu de résidence. Comme annoncé par Afrik Inform, son arrivée à Niamey le 11 novembre 2023, à bord du vol ET 937 d'Ethiopian Airlines, marque le début d'une nouvelle phase pour le leader politique.

M. Soro sera reçu en audience par le général Abdourahmane Tchiani, président de la Transition et Chef de l'État du Niger, ce qui confère à cette rencontre une importance particulière. Engagé dans sa volonté d'apporter une contribution significative à l'édification de la paix et de la concorde entre les peuples africains, Soro Kigbafori Guillaume voit dans le Niger une opportunité stratégique pour mener à bien ses efforts.

Cet événement intervient après des années de traque et d'exil, soulignant un

retour délibéré dans le pays voisin. Les implications politiques de cette installation au Niger restent à observer, surtout compte tenu des alliances régionales précédemment évoquées par Afrik Inform avec des dirigeants de pays voisins de la côte d'Ivoire.

Moussa TOURE, Responsable de la Communication de Génération et Peuples Solidaires, souligne l'importance de cette étape stratégique dans le parcours de M. Soro. L'engagement en faveur de la paix et de la concorde entre les peuples frères d'Afrique reste au cœur de sa mission, et le Niger devient ainsi le théâtre

d'un nouveau chapitre dans cette quête.

Afrik Inform continuera de suivre de près l'évolution de la situation, fournissant des analyses approfondies au fur et à mesure que les événements se dérouleront.

Abdel Laparole Raman
pour afrik-inform.com



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS
Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION
Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION
Fondation Camerounaise des Consommateurs

COMMERCIAUX
Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

CONCEPTION GRAPHIQUE
Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS
699 52 87 06
694 18 75 03

DROITS D'AUTEUR

Le collectif des syndicats d'artistes réclame le paiement de la redevance des opérateurs de téléphonie mobile

Des syndicats et d'associations d'artistes-musiciens camerounais donnent, ce vendredi, 25 août 2023, une conférence de presse à Yaoundé sis à l'hôtel Franco. Question d'exiger le paiement, sans délai, des droits d'auteur aux sociétés de téléphonie mobile (Orange, Mtn, Nextell, Camtel, Yoomie) œuvrant au Cameroun, ainsi qu'à tous les usagers récalcitrants.

En date du 21 août 2023, le collectif des syndicats et associations d'artistes-musiciens camerounais a adressé des correspondances aux patrons des sociétés de téléphonie mobile (Orange, Mtn, Camtel, Yoomie, etc). L'objet de ces correspondances identiques est relatif à l'utilisation des œuvres protégées par ces opérateurs. Dans l'exposé des récriminations, des mandataires des Organismes de gestion collective (Ogc) du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur font savoir aux Directeurs généraux que les entreprises de téléphonie mobile dont ils tiennent les rênes exploitent, depuis 20 ans dans le cadre de leurs services à valeur ajoutée, des œuvres protégées au mépris de la réglementation en vigueur au Cameroun. En effet, le droit d'auteur est la rétribution de l'artiste grâce à laquelle il vit pour subvenir à ses besoins fondamentaux en termes de santé, d'alimentation, de logement, de scolarisation de sa progéniture, etc.

Des lettres d'information, des factures, des mises en demeure et des sommations à payer ont été, d'ailleurs, adressées aux tenants de ces multinationales par des corporations syndicales d'artistes-musiciens. Mais ces procédures sont restées sans suite favorable jusqu'à présent. De plus, les multiples appels à une rencontre autour d'une table avec les mandataires des Organismes de gestion collective

ont, chaque fois, été soldés par un refus catégorique des patrons de ces entreprises de téléphonie mobile. Les différentes tentatives d'aboutir à compromis ont, dans la même veine, échoué en raison de la volonté de ces multinationales de ne pas se conformer à la loi, en s'acquittant de la redevance due au titre du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur.

Le collectif des syndicats et d'associations d'artistes-musiciens exhorte Orange, Mtn, Nextell, Camtel et Yoomix community à prendre toutes les dispositions. Question de se mettre en règle relativement au paiement de la redevance due au titre du droit d'auteur et des droits voisins dans les meilleurs délais. Aussi les mandataires des Ogc les somment-ils d'arrêter toute exploitation des œuvres protégées dans leurs services à valeur ajoutée jusqu'à la réguli-

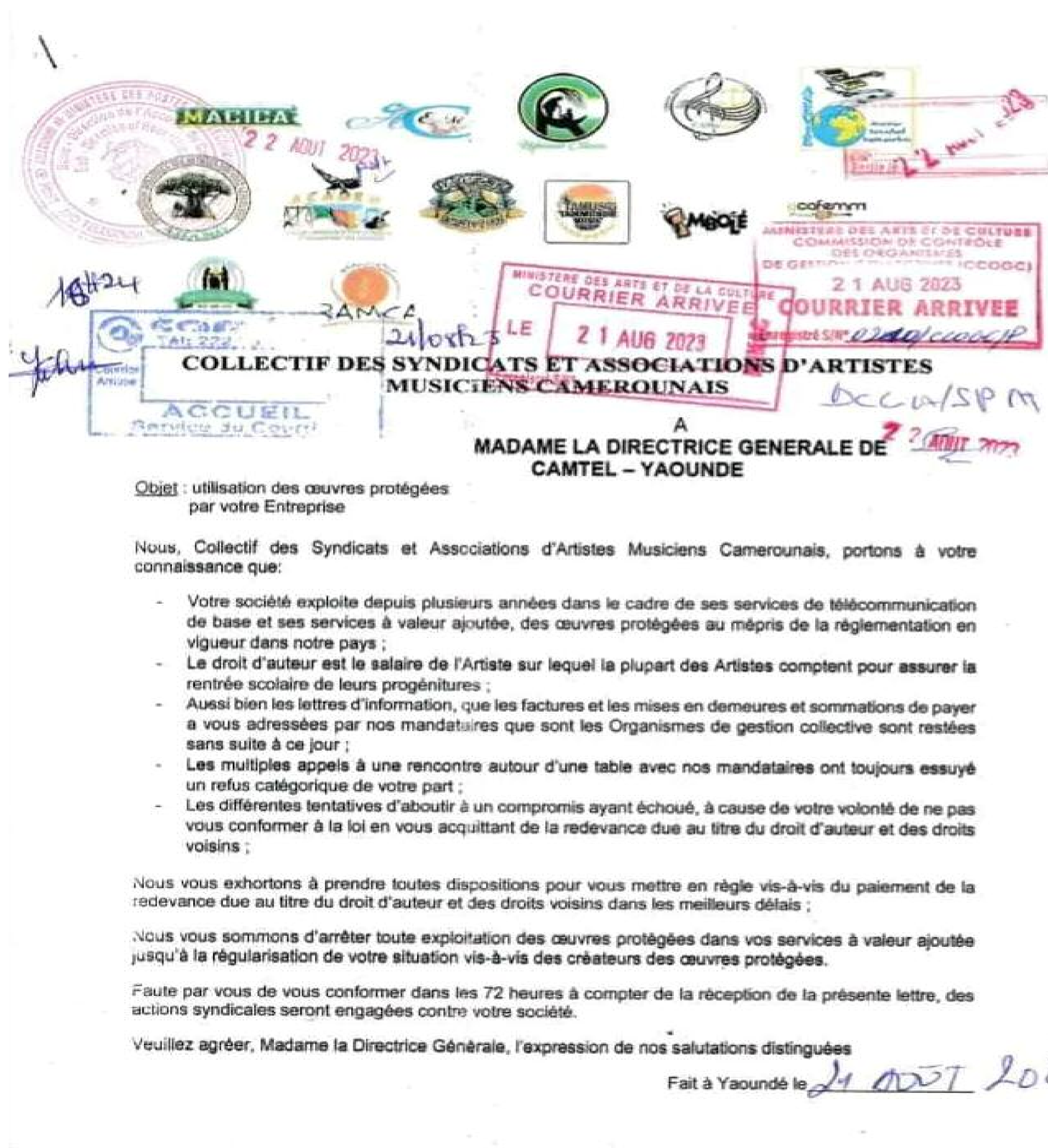
sation de leur situation vis-à-vis des créateurs des œuvres protégées. Le délai de 72 heures pour se conformer à la loi a été donné à ces opérateurs le 21 août 2023. Il a expiré hier (jeudi, 24 août). Raison pour laquelle tous les syndicats et associations d'artistes-musiciens montent au créneau ce vendredi, 25 août pour exiger le paiement, sans délai, de leurs droits d'auteur. "20 ans sans droits d'auteur ! Debout pour nos droits !" est le slogan de cette action lancée par les théoriciens et praticiens de l'art musical.

En rappel, depuis 2005 jusqu'à l'heure actuelle, toutes les sociétés de téléphonie mobile exerçant au Cameroun n'ont jamais payé les droits d'auteur aux artistes de toutes les corporations. Toute chose qui est injuste. Pourtant, ces multinationales font une surexploitation des musiques locales à travers leurs

offres et services à valeur ajoutée. Dans le monde entier, des artistes reçoivent le pécule lié à cette redevance. Le droit d'auteur étant donc une activité qui vit de contentieux, les syndicats et associations d'artistes-musiciens sont, tous, mobilisés comme un seul homme en vue de revendiquer leurs droits jamais payés par ces opérateurs de téléphonie mobile. Une grande mobilisation générale des artistes-musiciens locaux est, d'ailleurs, prévue dans les prochains jours dans les dix régions camerounaises pour exercer, de manière permanente, une pression sur ces opérateurs de téléphonie mobile.

Patrons des sociétés de téléphonie mobile, payez les droits d'auteur des artistes-musiciens camerounais!

Serge Aimé Bikoï



« ROBERT KENNEDY JR.

L'homme qui fait trembler Donald Trump et Joe Biden »

Dans un an, les États-Unis se préparent pour l'élection présidentielle. À moins d'un coup de théâtre, l'actuel président Joe Biden devrait affronter l'ancien président Donald Trump. Cependant, un élément perturbateur vient compliquer les pronostics : Robert Kennedy Junior, âgé de 69 ans.

Dans un an, les États-Unis se préparent pour l'élection présidentielle. À moins d'un coup de théâtre, l'actuel président Joe Biden devrait affronter l'ancien président Donald Trump. Cependant, un élément perturbateur vient compliquer les pronostics : Robert Kennedy Junior, âgé de 69 ans. Fils de l'ancien ministre de la Justice Robert Kennedy et neveu de l'ancien président John Fitzgerald Kennedy, il obtiendrait un score non négligeable de 22% face à Joe Biden (39%) et Donald Trump (36%) dans un scénario hypothétique où les trois se disputeraient la Maison Blanche, selon un sondage de l'université Quinnipiac publié la semaine dernière. Le 9 octobre dernier, Robert Kennedy Junior a annoncé qu'il abandonnait les primaires démocrates pour se présenter directement en tant qu'indépendant à l'élection présidentielle, sachant que ses chances étaient quasi nulles au sein du parti démocrate, qui a rallié Joe Biden.

Maintenant, la question est de savoir qui sera le plus gêné par sa candidature, Joe Biden ou Donald Trump, dans une élection qui s'annonce très serrée où



chaque voix compte. Bien que son ancien métier d'avocat spécialisé dans les questions environnementales le place plutôt dans la tradition démocrate de la famille Kennedy, le neveu de JFK est surtout connu pour être anti-vaccin et pour propager des théories complotistes fantaisistes, telles que la croyance que le wifi provoque le cancer, que les produits chimiques dans l'eau créent des enfants transgenres, ou que le Covid cible certaines ethnies spécifiques. Ces déclarations ont été sévèrement condamnées par le reste de sa famille, dont plusieurs membres ont qualifié sa décision de se présenter comme indépendant de « dangereuse ».

Critiques républicaines

Selon le site Politico, il est certain que l'argent qui alimente actuellement la cam-

pagne de Robert Kennedy Junior provient davantage d'anciens donateurs de Donald Trump que de Joe Biden, voire de donateurs qui n'ont soutenu aucun candidat lors des deux dernières élections présidentielles. Sentant le danger, les républicains ont immédiatement dénoncé un « démocrate déguisé en indépendant » et « un libéral élitiste typique ». Ils mettent également l'accent sur ses positions politiques lorsqu'elles penchent vers la gauche, affirmant que c'est simplement « un libéral anti-vaccin », selon Donald Trump Jr.

Selon le même sondage de l'université Quinnipiac, c'est plutôt la candidature de l'universitaire Cornel West en tant qu'indépendant qui pourrait nuire à Joe Biden. Si la candidature du philosophe afro-américain est ajoutée à celle de

Robert Kennedy Junior, l'avance du président démocrate sur Donald Trump passerait de 3% à 1%, avec un soutien de 6% pour Cornel West.

Les candidats indépendants sont souvent considérés avec appréhension par les deux grands partis, car ils peuvent changer la donne dans les « swing states », ces États qui peuvent basculer côté démocrate ou républicain avec seulement quelques voix, en privant le perdant des voix qui lui auraient assuré la victoire. Certains affirment ainsi que lors de l'élection de 2000, la candidature de l'indépendant Ralph Nader aurait coûté la présidence à Al Gore face à George Bush, et la même chose en 2016 avec l'indépendante Jill Stein qui aurait permis à Donald Trump de l'emporter sur Hillary Clinton.

ÉTATS-UNIS| MMA

L'Arabie saoudite et le procès d'un combattant d'un milliard de dollars menacent l'avenir de l'Ufc

L'UFC a été accusée d'avoir créé un monopole sur le monde des arts martiaux mixtes. Mais son effet de levier pourrait bientôt être fortement affaibli



Alors que l'Ufc se prépare pour son prochain événement phare de samedi, le véritable combat devrait avoir lieu à l'extérieur de l'octogone, dans l'enceinte d'une salle d'audience. La semaine dernière, l'Ufc a perdu sa tentative de révoquer le statut de recours collectif de centaines de combattants d'arts martiaux mixtes qui réclament plus d'un milliard de dollars de salaires. Le procès accuse la société mère de l'Ufc, Zuffa Llc, d'avoir acquis et maintenu illégalement un monopole sur l'industrie du Mma, ce qui a permis aux combattants d'être payés « une fraction de ce qu'ils gagneraient sur un marché concurrentiel ».

Désormais, avec une décision cruciale de la cour d'appel du neuvième circuit des États-Unis, le procès devrait débuter en avril 2024.

Les plaignants, qui pourraient inclure plus de 1 200 combattants ayant concouru à l'Ufc de 2010 à 2017, réclament entre 800 millions et 1,6 milliard de dollars de dommages et intérêts. En cas de succès, le procès pourrait remodeler le paysage du Mma et redéfinir le fonctionnement de l'Ufc. En 2006 – suite à l'effondrement du Pride FC, basé au Japon – l'Ufc a consolidé son emprise sur l'industrie du Mma, devenant ainsi la puissance incontestée de ce sport. Cet ascendant a donné à l'Ufc un levier substantiel lorsqu'il s'agissait de négocier avec les combattants.

L'une des conséquences les plus importantes de la domination de l'UFC a été une baisse notable de la rémunération des combattants.

L'Ufc détenait un quasi-monopole sur l'industrie du Mma, laissant aux combattants un pouvoir de négociation limité. Avec peu d'alternatives viables, les combattants étaient confrontés à une dure réalité : accepter les conditions proposées par l'UFC ou risquer de se retrouver sans nulle part où combattre professionnellement. En conséquence, la rémunération des combattants ne reflétait pas la popularité et la rentabilité croissantes de ce sport, laissant de nombreux athlètes avoir du mal à joindre les deux bouts. Contrairement à la grande majorité des ligues et organisations sportives, où les athlètes reçoivent entre 47 % et 50 % de leurs revenus, l'UFC a historiquement versé entre 16 % et 19 % de ses revenus aux

combattants.

De plus, la position dominante de l'UFC lui a permis de faire pression sur les combattants pour qu'ils signent des contrats à long terme qui comprenaient souvent des clauses restrictives de non-concurrence. Ces clauses empêchaient effectivement les combattants de participer à d'autres organisations de Mma, les enfermant dans des accords exclusifs avec l'Ufc. Cela limitait non seulement les revenus des combattants et la flexibilité de leur carrière, mais soulevait également des inquiétudes quant à l'équité et à la compétitivité du sport. Les combattants se sont retrouvés piégés dans ces accords, incapables d'explorer d'autres opportunités ou de chercher une meilleure compensation ailleurs. Pendant ce temps, l'Ufc continue de générer des revenus records. Selon les documents déposés auprès de la SEC par sa société mère Endeavour, l'organisation a généré 1,14 milliard de dollars en 2022. Au cours des deux premiers trimestres de 2023, l'UFC a généré 611,9 millions de dollars de revenus, en hausse de 16 % par rapport aux deux premiers trimestres de 2022.

Par Arlette Akoumou Nga



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

NOUVEAUX PACKS SCB

IL Y'EN A POUR TOUTES LES POINTURES

Découvrez des packs qui correspondent exactement à vos besoins quotidiens

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliards FCFA - RCCM: N°95.152 - RC/YAD/2011/M/92 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George - B.P. 300 Douala (Cameroun)

www.scbcameroun.net

SINCE 1919

**BUBBLE
UP** SOURCE
DU PAYS

**UNE VAGUE
DE FRAÎCHEUR!**
DEPUIS +DE 100 ANS